

**Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines***Publication prescrite par l'article 770 du Code civil***Succession en déshérence de Paris, Hélène Juliette Louise Félicie**

Paris, Hélène Juliette Louise Félicie, veuve de Zénon Thiebaut, née à Neufvilles le 4 septembre 1893, domiciliée à Neufvilles, rue de la Gage 1, est décédée à Soignies le 17 août 1984, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Mons, a, par ordonnance du 12 septembre 1988, prescrit les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Mons, le 23 septembre 1988.

Le directeur régional de l'enregistrement,  
M. Coutier.

**Administratie van de BTW, registratie en domeinen***Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek***Erfloze nalatenschap van Paris, Hélène Juliette Louise Félicie**

Paris, Hélène Juliette Louise Félicie, weduwe van Zénon Thiebaut, geboren te Neufvilles de 4e september 1893, wonende te Neufvilles, rue de la Gage 1, is overleden te Soignies de 17e april 1984, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie der BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Bergen, bij beschikking van 12 september 1988, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Bergen, 23 september 1988.

De gewestelijke directeur der registratie,  
M. Coutier.

(52636)

**MINISTERE DES CLASSES MOYENNES****Avis aux organisations représentatives de travailleurs indépendants. — Place vacante de juge social, au titre de travailleur indépendant près le tribunal du travail de Mons**

Les organisations intéressées sont invitées à présenter les candidatures au plus tard dans les trois mois de la publication du présent avis.

Les présentations de candidats ou candidates se font sur des listes doubles adressées au Ministère des Classes moyennes, Administration des Affaires sociales, World Trade Center, Tour II, bte 54, boulevard Emile Jacqmain 162, 1210 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un certificat de bonne vie et mœurs pour chacune des candidatures présentées.

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND****Bericht aan de representatieve organisaties van zelfstandigen. — Openstaande plaats van rechter in sociale zaken, als zelfstandige bij de arbeidsrechtbank te Bergen**

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen uiterlijk binnen drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van kandidaten, mannen of vrouwen, geschieden op dubbeltallen gericht aan het Minister van Middenstand, Administratie voor Sociale Zaken, World Trade Center, Toren II, bus 54, Emile Jacqmainlaan 162, 1210 Brussel.

Bij de lijsten zal er voor elk der voorgedragen kandidaturen een bewijs van goed zedelijk gedrag worden gevoegd.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE****20 MARS 1989. — Circulaire ministérielle relative à l'application de l'article 5, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 15 septembre 1924 portant organisation de la représentation officielle de l'agriculture**

L'article 5, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 15 septembre 1924 portant organisation de la représentation officielle de l'agriculture, modifié par les arrêtés royaux des 12 avril 1977, 25 mai 1977 et 31 juillet 1984, dispose comme suit :

« Art. 5, § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir être représentée au sein des chambres provinciales d'agriculture, chaque organisation agricole à but général intéressée doit, avant le 31 mai de l'année précédant celle fixée pour l'attribution des mandats, déposer ou faire parvenir par pli recommandé à la poste, au greffe du tribunal de première instance du chef-lieu de la province, une déclaration certifiant :

1<sup>o</sup> qu'elle fonctionne pour l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnel, économique, social et moral des agriculteurs;

2<sup>o</sup> qu'elle fonctionne depuis trois ans au moins;

**MINISTERIE VAN LANDBOUW****20 MAART 1989. — Ministeriele omzendbrief betreffende de toepassing van artikel 5, § 1 van het koninklijk besluit van 15 september 1924 tot inrichting van de officiële vertegenwoordiging van de landbouw**

Artikel 5, § 1 van het koninklijk besluit van 15 september 1924 tot inrichting van de officiële vertegenwoordiging van de landbouw, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 1977, 25 mei 1977 en 31 juli 1984, bepaalt het volgende :

« Art. 5, § 1. Om te kunnen vertegenwoordigd zijn in de provinciale landbouwkamers moet elke betrokken algemene landbouworganisatie, vóór de 31e mei van het jaar voorafgaand aan het jaar dat vastgesteld is voor het toekennen van de mandaten, een ter post aangezekend schrijven laten geworden op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdplaats der provincie; deze verklaring moet bevestigen dat :

1<sup>o</sup> zij ijvert voor de studie, de bescherming en de bevordering van de professionele, economische, sociale en morele belangen van de landbouwers;

2<sup>o</sup> zij minstens sedert drie jaar in werking is;

3° que ses membres affiliés sont repris au recensement agricole comme exerçant la profession d'agriculteur ou d'horticulteur et qu'ils s'acquittent pour leur affiliation d'une cotisation individuelle d'un montant minimal de 500 F par an;

4° qu'elle exerce son activité sur tout le territoire de la province; toutefois, pour la province de Brabant, il suffit qu'elle certifie exercer principalement son activité soit dans l'arrondissement de Nivelles, soit dans les arrondissements de Leuven et Halle-Vilvoorde et pour la province de Liège, soit dans les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, soit dans le reste de la province ».

« Cette déclaration est accompagnée d'une liste reprenant le nombre des membres, chefs d'exploitation par commune habitants la province et, le cas échéant, des pièces justificatives.

Les mandataires des organisations agricoles à but général déclarantes peuvent, à leur demande, prendre connaissance de ces déclarations au greffe du tribunal avant le 15 juin ».

Conformément à l'article 5, § 2 de l'arrêté royal, les organisations agricoles à but général peuvent avant le 15 juillet introduire une réclamation et, le cas échéant, la réclamation est examinée jusqu'au 15 octobre par le Président du tribunal qui peut notamment vérifier la liste des membres au siège des organisations ou faire produire les livres des organisations.

Afin d'assurer une application uniforme de l'arrêté royal lors de la composition des nouvelles chambres provinciales d'agriculture, les précisions suivantes sont communiquées :

#### 1. En ce qui concerne la déclaration :

Les dispositions de l'article 5, § 1, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal prévoient les éléments qui doivent être mentionnés par les organisations agricoles à but général.

En ce qui concerne les membres affiliés visés à l'article 5, § 1, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, il y a lieu d'observer que la déclaration doit mentionner d'une part que ces membres sont repris au recensement agricole et horticole comme exerçant la profession d'agriculteur ou d'horticulteur et d'autre part que ces membres paient pour leur affiliation un montant minimal de 500 F par an.

Les membres affiliés visés doivent dès lors faire une déclaration comme agriculteur ou horticulteur lors du recensement du 15 mai et payer un montant minimal de 500 F par an pour leur affiliation. Ces deux conditions doivent être remplies en même temps.

Ceci implique qu'une organisation agricole à but général ne peut avoir qu'un seul membre affilié par exploitation remplissant les deux conditions, étant donné qu'un seul membre par exploitation peut faire la déclaration au recensement du 15 mai comme agriculteur ou horticulteur. Ceci implique aussi que plusieurs organisations agricoles à but général peuvent prendre en considération le même agriculteur ou horticulteur étant donné que cet agriculteur ou horticulteur peut s'affilier auprès de plusieurs organisations agricoles à but général. Enfin ceci implique que la déclaration des organisations agricoles à but général ne peut concerner les époux ou aidants des membres affiliés visés.

Les membres affiliés visés doivent habiter dans la province, ainsi qu'il ressort de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

#### 2. En ce qui concerne la liste :

La disposition de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 de l'arrêté royal prévoit que la liste doit mentionner le nombre des membres, chefs d'exploitation par commune, habitants la province et éventuellement les pièces justificatives.

L'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 vise les mêmes membres que l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° qui les indique comme « membres affiliés qui sont repris au recensement agricole et horticole comme exerçant la profession d'agriculteur ou d'horticulteur et qui s'acquittent pour leur affiliation d'une cotisation individuelle d'un montant minimal de 500 F par an ».

Lors de l'établissement de la liste les organisations agricoles à but général ne peuvent prendre en considération que les membres remplissant les deux conditions prévues à l'article 5, § 1, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°. Ces membres doivent habiter la province.

Le nombre des membres doit être mentionné par commune. Il s'agit de la commune née d'une fusion de communes, ratifiée par la loi du 30 décembre 1975 portant notamment ratification des arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion de communes et la modification de leurs limites.

Bruxelles, le 20 mars 1989.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,  
P. DE KEERSMAEKER

3° haar aangesloten leden opgenomen zijn in de land- en tuinbouw telling in de hoedanigheid van land- en tuinbouwer en dat zij, voor hun lidmaatschap een individuele bijdrage betalen van ten minste 500 F per jaar;

4° zij haar activiteit uitoefent op het ganse grondgebied van de provincie; nochtans volstaat het te verklaren dat ze in hoofdzaak haar activiteit uitoefent voor de provincie Brabant, hetzij in het arrondissement Nijvel, hetzij in de arrondissementen Leuven en Halle-Vilvoorde en voor de provincie Luik hetzij in de kantons Eupen, Malmédy en Sankt Vith, hetzij in derest van de provincie ».

« Bij deze verklaring wordt een lijst gevoegd met het aantal leden, bedrijfs hoofden per gemeente, woonachtig in de provincie en in voorkomend geval van de bewijsstukken.

Op hun aanvraag kunnen de mandatarissen van de verklarende algemene landbouworganisaties ter griffie van de rechtbank kennis nemen van deze verklaringen vóór 15 juni ».

Overeenkomstig artikel 5, § 2 van het koninklijk besluit kan vóór 15 juli door de algemene landbouworganisaties klacht worden ingediend en in voorkomend geval wordt de klacht tot 15 oktober onderzocht door de Voorzitter van de rechtbank die o.m. de ledenlijst ter zetafel van de organisaties kan nazien of de boeken van de organisaties doen voorleggen.

Ten einde een éénvormige toepassing van het koninklijk besluit te verzekeren bij de samenstelling van de nieuwe provinciale landbouwkamers, worden volgende preciseringen medegedeeld :

#### 1. Wat de verklaring betreft :

De bepalingen van artikel 5, § 1 eerste lid van het koninklijk besluit voorzien de elementen die moeten vermeld worden door de algemene landbouworganisaties.

M.b.t. de aangesloten leden bedoeld in artikel 5, § 1 eerste lid, 3°, moet worden opgemerkt dat de verklaring moet vermelden enerzijds dat deze leden opgenomen zijn in de land- en tuinbouw telling in de hoedanigheid van land- en tuinbouwer en anderzijds dat deze leden een individuele bijdrage van ten minste 500 F per jaar betalen voor lidmaatschap.

De bedoelde aangesloten leden moeten derhalve een aangifte doen als land- en of tuinbouwer bij de 15 mei-telling en een bedrag van ten minste 500 F per jaar voor hun lidmaatschap betalen. Deze beide voorwaarden moeten gelijktijdig vervuld worden.

Dit brengt mede dat een algemene landbouworganisatie slechts één aangesloten lid per bedrijf kan hebben dat aan beide voorwaarden voldoet, aangezien slechts één lid per bedrijf een aangifte kan doen bij de 15 mei-telling in de hoedanigheid van land- of tuinbouwer. Dit brengt eveneens mede dat meerdere algemene landbouworganisaties dezelfde land- of tuinbouwer in aanmerking kunnen nemen, aangezien deze land- of tuinbouwer kan aansluiten bij meerdere algemene landbouworganisaties. Ten slotte brengt dit mede dat de verklaring van de algemene landbouworganisaties geen betrekking kan hebben op de echtgenoten of helpers van de bedoelde aangesloten leden.

De bedoelde aangesloten leden moeten wonen in de provincie zoals blijkt uit artikel 5, § 1, tweede lid.

#### 2. Wat de lijst betreft :

De bepaling van artikel 5, § 1, tweede lid van het koninklijk besluit voorziet dat de lijst het aantal leden, bedrijfs hoofden per gemeente, woonachtig in de provincie moet vermelden en eventueel de bewijsstukken.

In artikel 5, § 1, tweede lid worden dezelfde leden bedoeld als in artikel 5, § 1, eerste lid, 3°, dat hen aanduidt als « aangesloten leden die opgenomen zijn in de land- en tuinbouw telling in de hoedanigheid van land- en tuinbouwer en die voor hun lidmaatschap een individuele bijdrage betalen van ten minste 500 F per jaar ».

Bij de vaststelling van de lijst mogen de algemene landbouworganisaties derhalve slechts de leden in aanmerking nemen die voldoen aan beide voorwaarden voorzien in artikel 5, § 1<sup>er</sup>, eerste lid, 3°. Deze leden moeten wonen in de provincie.

Het aantal leden moet per gemeente worden vermeld. Onder « gemeente » dient te worden verstaan de gemeente ontstaan uit de samenvoeging van gemeenten bekrachtigd bij de wet van 30 december 1975 houdende o.m. bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van hun grenzen.

Brussel, de 20 maart 1989.

De Staatssecretaris voor Landbouw,  
P. DE KEERSMAEKER